

Eustache Kouvélakis

Université de Londres – King's College

Un nouveau cycle politique

Pour commencer, risquons ce constat : du côté de la « gauche de la gauche », et plus particulièrement de la LCR, pourtant habituée aux déconvenues en la matière, les résultats des élections régionales n'ont pas été sans susciter un malaise, plus profond que ce que les discours d'autojustification, promptement balancés d'« en haut », ont pu laisser croire. Simple inflexion, à mettre sur le compte d'une conjoncture particulière (le « vote sanction/utile » vis-à-vis du gouvernement profitant aux partis de la gauche de gouvernement), ou avertissement d'autant plus sérieux qu'il fut inattendu ? Nous avons déjà avancé quelques arguments en faveur de la seconde éventualité, qu'il est inutile de reprendre ici, sauf pour signaler qu'elle seule nous semble pouvoir expliquer ce sentiment de gravité diffus dans de larges secteurs de la gauche radicale. Difficile en effet de ne pas s'interroger sur le fait que la fenêtre qui s'était ouverte en avril 2002, dans la foulée des scores historiques du premier tour de la présidentielle et de la retentissante défaite de la « gauche plurielle », semble actuellement se refermer, au profit d'un nouvel épisode d'alternance sociale-libérale. S'il en est ainsi, la nécessité d'un débat de fond à la « gauche de la gauche », portant sur la stratégie et les perspectives politiques, s'impose avec une certaine *urgence* d'autant que, d'une façon paradoxale, ce sont les succès de la période précédente qui ont permis de l'esquiver. En guise de contribution à ce débat, je présenterai l'hypothèse suivante. Elle tient en quatre points :

- 1) Le 21 avril 2002 a marqué la fin d'une séquence que l'on peut faire débuter en 1995, et qui peut être caractérisée, du point de vue « subjectif », de la configuration des luttes et des rapports de forces, comme une séquence « antipolitique ».
- 2) La montée, notamment électorale, de l'extrême gauche pendant cette période s'inscrit (d'une façon qu'il s'agit de préciser) dans ce contexte de radicalisation « antipolitique » de certains secteurs populaires.
- 3) La situation de crise ouverte par le premier tour des présidentielles, et accentuée par les luttes du printemps passé, inaugure une séquence différente, où la politique repasse sur le devant de la scène.
- 4) L'échec des listes LCR/LO aux régionales renvoie ainsi à une erreur de séquence, la démarche suivie ayant réitéré ce qui « marchait » au cours de la

période 1995-2002 dans un contexte transformé. D'où la surprise du mauvais résultat et, surtout, cette difficulté à réagir dont il a été question auparavant.

Qu'est-ce qu'une séquence « antipolitique » ?

Cette hypothèse repose, à l'évidence, sur l'usage qui est fait des catégories de « politique » et d'« antipolitique » et à propos duquel quelques explications s'avèrent immédiatement nécessaires. Au lieu de commencer par un jeu des définitions, qui risque de s'avérer formel, je procéderai toutefois d'une manière un peu différente, plus historique, et cela dans le but, autant que faire se peut, de mettre les choses en perspective.

En ce sens, *très schématiquement*, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les séquences « antipolitiques » se constituent *en réaction* à un événement ou une expérience traumatiques, lorsque se développent des tendances (et des courants organisés) qui s'emploient à éviter le terrain de la politique tel qu'il se comprend couramment après la Révolution française. À savoir comme champ de conflit, tendanciellement duel, mettant en jeu l'articulation d'ensemble des pratiques sociales, structuré autour de l'État, du pouvoir d'État et des formes politiques qui lui sont associées. Ce retrait, ou contournement, de la politique équivaut plus particulièrement à un refus de toute conception visant à conquérir (dans un sens révolutionnaire ou réformiste, cela importe peu du point de vue qui nous préoccupe ici) le pouvoir d'État (ou plus modestement, dans le cadre de cet « exercice du pouvoir » dont parlait Léon Blum, le pouvoir gouvernemental), comme condition indispensable à la transformation d'ensemble des rapports sociaux. De là, bien sûr, les limites et apories internes à cette démarche. Car on ne peut, en vertu d'un libre choix, décider de s'abstraire du champ politique. Pour le dire autrement (je reviendrai par la suite sur ce point), l'« antipolitique » est également une politique, mais c'est une politique qui refuse de se penser comme telle et d'assumer ses conditions. C'est donc une politique inavouée qui, de ce fait, aboutit inévitablement à se soumettre aux formes et aux rapports politiques existants.

Pour préciser quelque peu le propos, j'avancerai, là encore à titre d'hypothèse, et en n'ignorant rien de son caractère sommaire, une périodisation organisée autour de quatre séquences « antipolitiques » qui scandent l'histoire du mouvement ouvrier français :

- a) La première s'étend de 1830 à 1848, et voit la constitution d'un « mouvement social » (le terme date de cette époque) qui se construit en réaction à la confiscation de la révolution de Juillet par la bourgeoisie, en rupture avec les traditions politiques jacobines et insurrectionnelles largement prédominantes au sein des courants populaires radicaux. C'est une séquence de grande modernité, marquée, entre autres, par l'éclosion du socialisme associationniste, du

mutuellisme, des mouvements d'auto-éducation et de la littérature ouvrières, du féminisme et de diverses expériences communautaires, le tout dans une ambiance d'effervescence généralisée et d'optimisme fort proche de celle des *sixties* du siècle suivant.

- b) La deuxième va des lendemains de la Commune jusqu'à la première guerre mondiale. C'est le moment du syndicalisme révolutionnaire, dont le développement, là encore, s'opère dans le rejet de la République construite sur le sang des Communards et du socialisme des « partis ouvriers », considéré comme compromis dans le parlementarisme et éloigné des réalités de la lutte de classes.
- c) La troisième séquence suit immédiatement mai 1968, en gros jusqu'à 1972-1973, avec l'apogée de ce phénomène particulier qu'est le « gauchisme », qui doit, à mon sens, et sous peine de se méprendre sur sa signification réelle, être considéré comme un mouvement fondamentalement « antipolitique ». Un mouvement « réactif » tout d'abord, marqué par l'impuissance de la gauche socialiste et communiste face à l'énorme mobilisation populaire et, plus particulièrement, par l'hostilité du PCF à la possibilité d'une jonction entre secteurs sociaux pouvant échapper à son contrôle. En dépit de la prolifération de discours « léninistes » propre à cette période, ce bouillonnement d'expériences ne peut se comprendre, à mon sens, qu'en tant qu'antipolitique, au sens défini précédemment, sauf à gommer ses principaux signes distinctifs : son caractère éphémère, son absence de cristallisation organisationnelle significative, sa volonté tenace de prolonger le mouvement de Mai dans une profusion de formes et de terrains particuliers, « non-totalisables ».
- d) Enfin, dernière en date, la période ouverte par le mouvement de novembre-décembre 1995, qui a mis fin à une longue période d'atonie des luttes et amorcé une remobilisation de divers secteurs sociaux. Là encore, en réaction à la faillite de l'expérience mitterrandienne et au déclin du PCF, ce processus se construit autour d'une revendication d'« autonomie du mouvement social », revendication pouvant aller jusqu'au rejet des « partis politiques », c'est-à-dire de la gauche institutionnelle, et même, dans une mesure significative, des principaux appareils syndicaux.
Deux remarques avant de conclure sur ce point, pour éviter quelques possibles malentendus dus au caractère par trop expéditif de ce survol :
 - Tout d'abord, dans la périodisation esquissée auparavant, il convient de distinguer les séquences évoquées par paires : d'un côté, se situent les cycles de 1830/1848 et de 1968-1973 pendant lesquels, en dépit du traumatisme pré-existant, le mouvement de radicalisation suit une courbe ascendante, et conduit en quelque sorte de lui-même à poser fortement la question de l'intervention, et même du pouvoir politique tout court. De l'autre, on retrouve

des séquences comme celle de 1880-1914 et de 1995-2002, quand le mouvement des classes dominées sort d'une défaite écrasante, marquant une forte césure d'avec l'expérience passée, et s'engage dans une reconstruction plus hésitante, suivant des rythmes inégaux, aux résultats incertains et contrastés.

- Au-delà de cette différence, il est toutefois frappant de constater que, dans les deux cas de figure, malgré la richesse et l'intensité des expériences qu'elles auront suscitées, toutes ces séquences aboutissent à un affaissement, une impuissance brutale et irrévocable en butant sur un événement – crise, guerre ou nouvelle donne politique – qui fait figure d'épreuve de vérité et de révélateur de leurs limites internes. Le « mouvement social » de la monarchie de Juillet sombrera lors de la révolution de 1848, avec la dislocation définitive du « bloc de février » dans les barricades de juin. Face au premier conflit mondial, le syndicalisme révolutionnaire finira, de conserve avec son grand adversaire, le socialisme parlementaire, dans les bras de l'Union sacrée. Le gauchisme post-soixante-huitard sera marginalisé, neutralisé et, partiellement au moins, happé par la dynamique du programme commun. Le mouvement social de la période 1995-2002 butera, lui, sur l'échec de la « gauche plurielle », qui aboutira au séisme du 21 avril et à une crise politique qui bouleverse profondément les coordonnées de la situation.

« Mouvementisme électoral » ou nouvelle force politique ?

À l'intérieur de la séquence ou de la démarche antipolitique en question, deux options se dégagent *tendanciellement* (ce qui veut dire que dans la pratique, c'est plutôt une combinaison, forcément instable, des deux qui se manifeste) : une option « dure », qui conçoit en général l'acteur « social » dans un rapport d'extériorité radicale, voire antagoniste, à la politique. Elle aboutit à des formes d'« indifférentisme », ou d'« abstentionnisme », politique qui sont le propre des courants anarchistes et libertaires, mais pas seulement (je pense notamment au blanquisme ou, du moins en partie, à LO). L'autre option, plus « pragmatique », conçoit l'acteur social comme exerçant une sorte de pression externe sur le champ politique, soit en tant que « groupe de pression » (cf. le *lobbying* de la direction d'ATTAC), soit dans une sorte de partenariat de fait (le « mouvementisme » type LCR). Les succès de l'extrême gauche lors de la séquence 1995-2002 relèvent, me semble-t-il, d'une combinaison de ces tendances, transposées sur le terrain électoral. À savoir d'une convergence entre l'option « dure », expression d'un divorce avec la gauche de gouvernement, et même avec la politique instituée, qui nourrit le vote pour des formations « antisystème », porteuses d'un discours social crédible car affirmant une rupture par rapport aux politiques menées depuis des décennies par tous les gouvernements qui se sont succédés, droite et gauche confondues. Convergence donc

entre cette tendance et l'option pragmatique, l'exercice d'une pression sur les partis de gauche traditionnels pour qu'ils « gauchissent » leurs discours et leurs politiques. Ces deux tendances coexistent au sein des deux composantes principales de l'extrême gauche, à des degrés certes variables, indexés sur la conjoncture. L'option « dure » peut sembler plus forte dans l'électorat de LO et l'option « pragmatique » dans celui de la LCR, mais tout cela est loin d'être figé, notamment parce que le degré de cristallisation de chacun de ces électors est assez faible, tout particulièrement entre 1995 et 2002. Ce qu'il convient de souligner c'est le caractère *complémentaire* des deux options, qui se rejoignent dans une même tendance antipolitique, dans le contexte en ce sens favorable créé par le gouvernement de la « gauche plurielle ». De là, également, le caractère complémentaire, au cours de cette période, des deux composantes de l'extrême gauche, qui ont su l'incarner (malgré, et même grâce à la grande différence de leur culture politique), complémentarité sur laquelle repose la rationalité de leur stratégie d'alliance électorale.

Le point décisif est toutefois le suivant : la progression de l'extrême gauche entre 1995 et 2002 relève essentiellement d'une sorte « mouvementisme électoral » et non de la logique de constitution d'une nouvelle force politique prenant, par exemple, le relais du PCF. Certes, l'affaiblissement du PCF a créé la *possibilité* d'une telle progression, qui s'appuie sur les traditions radicales de secteurs significatifs de la société française, traditions que le PCF a longtemps polarisé, même s'il n'en détenait jamais le monopole. Mais la raison principale de ces succès est plutôt à chercher dans la capacité de LO et de la LCR de « coller » à cette séquence de radicalisation antipolitique, chacune à sa manière, et de lui offrir une possibilité de traduction électorale, partielle mais significative. En ce sens, ce n'est nullement un hasard si la progression électorale de l'extrême gauche est parallèle à celle de l'abstention, et ce à tous les types de scrutin, et si, à l'inverse, la remontée de la participation coïncide avec un recul. Bien sûr, on peut également considérer que ce « mouvementisme électoral » crée à son tour les possibilités, mais seulement les possibilités, d'une construction politique, à condition donc de dépasser les limites de la démarche précédente, ce qui ne saurait aller sans ruptures avec les habitudes acquises et les pratiques établies. Or, ce qui pouvait encore apparaître comme facultatif avant le 21 avril 2002 est devenu impératif au cours de la période qui a suivi. Reste à en préciser les raisons.

Le double choc des présidentielles et du printemps 2003

Le succès partiel des grèves de novembre-décembre 1995 avait laissé croire que le mouvement social suffisait à stopper l'offensive libérale, et cela alors qu'en réalité le plan Juppé – pour nous limiter à cet aspect des choses – sera

mis en application (principalement par la gauche du reste...). Illusion que la défaite-surprise de la droite en 1997, effet différé, et, en quelque sorte, dérivé, du mouvement de décembre, aura contribué à consolider, temporairement. Il convient en effet de revenir ici sur un point essentiel : malgré la prise de distance d'avec le terrain de la politique, les séquences en questions présupposent, et même confortent, un certain rapport à la politique. Pour le dire autrement, l'antipolitique est également une politique. Une politique qui ne dit pas son nom, mais dont la possibilité se fonde implicitement sur l'existence d'un cadre relativement favorable, offrant au moins une marge de manœuvre, un espace au sein duquel ces mouvements antipolitiques ont pu se développer : la monarchie de Juillet ou la Troisième République, régimes relativement « éclairés » pour leur époque, le gaullisme affaibli et finissant, un Chirac élu sur une promesse « sociale », au cours d'une campagne présidentielle qui laissait déjà entrevoir un « troisième tour social ».

Le succès à la fois imprévu et limité de la gauche en 1997 a paradoxalement pu conforter la vision de l'« autonomie » du mouvement social, car il venait à point nommé souligner sa capacité à produire des effets politiques pertinents. On parlait même à l'époque d'une « instrumentalisation » en cours des partis par les mouvements sociaux, les premiers pouvant d'une certaine façon être ramenés au rôle, utile mais modeste, de « relais » des seconds. Tout cela s'est fracassé contre la politique effectivement mise en œuvre par le gouvernement Jospin, son hostilité fondamentale aux luttes sociales, qui ont disloqué la fragile cohésion du bloc de la « gauche plurielle » et conduit au choc du 21 avril. L'effondrement électoral de la « gauche plurielle » combiné à la poussée de l'extrême gauche (cause et symptôme tout à la fois), fût donc le point culminant de la séquence antipolitique mais aussi son moment terminal, qui en a révélé les limites infranchissables.

L'élimination de Jospin au profit de Le Pen du second tour des présidentielles, et cela au moment où une victoire du candidat du PS face à Chirac paraissait possible, a provoqué un traumatisme durable dans l'électorat de gauche (et même au-delà). Or, pour des raisons partiellement extérieures, voire contingentes (compte tenu du faible écart entre Jospin et Le Pen et des modalités particulières du scrutin présidentiel), c'est précisément à ce moment que l'extrême gauche connaît un succès historique. Succès qui n'a bien sûr rien d'accidentel dans la mesure où c'est précisément à ce moment que l'impact de la double tendance « antipolitique » suggérée auparavant a pu se manifester avec le plus de force, l'expérience des cinq années de « gauche plurielle » ayant alimenté aussi bien l'option dure, le rejet radical des partis institutionnels, que l'option pragmatique, la nécessité d'exercer une pression externe à ces mêmes partis. Mais c'est justement au moment de son succès que le

« mouvementisme électoral » bute sur ses limites : perturber en quelque sorte de l'extérieur le jeu électoral des partis peut conduire à un désastre, *i.e.* à la suspension temporaire du clivage qui structure le champ politique lui-même, en l'absence justement de perspective politique d'alternative.

Pour le dire autrement : le poids du FN est un problème spécifiquement politique, le « mouvement social » ne peut y faire face en tant que tel, *a fortiori* lorsqu'il franchit un « seuil qualitatif » et bouleverse les conditions d'ensemble de la compétition électorale. Le face-à-face Chirac-Le Pen, et son inévitable conséquence, le vote Chirac de l'électorat de gauche, étaient un scénario catastrophe, vécu comme une véritable humiliation collective, en ce qu'il annulait le clivage constitutif du champ politique en tant que tel. L'onde de choc, loin de dégager des perspectives nouvelles, conduisait à la destruction de toute possibilité politique, même si celle-ci, à ce moment précis, ne pouvait prendre que la forme extrêmement atténuée d'un affrontement Jospin/Chirac. C'est cela qui explique les deux effets majeurs provoqués par le séisme du 21 avril : l'augmentation, dans un premier temps, de la participation électorale annoncée par l'impressionnante mobilisation de rue de l'entre-deux tours, dont les régionales ont montré qu'elle n'avait rien d'éphémère. Puis une vague d'adhésions dont l'ensemble des partis et organisations politiques de gauche et d'extrême gauche ont profité. Cette vague est certes quantitativement modeste, mais il faut relever qu'elle s'accompagne d'une remobilisation d'anciens militants. Il convient sans doute de rapprocher ce phénomène des gains en termes d'adhérents affichés par les grandes centrales syndicales avant même le mouvement du printemps 2003, et qui s'est sensiblement renforcé depuis. Certes, ce n'est pas une lame de fond, mais cela indique clairement une inversion de tendance, d'autant plus digne d'attention que, dans un pays comme la France, les moments collectifs d'adhésion à des organisations politiques et syndicales sont rares.

Cette tendance à un réinvestissement du terrain politique marque une rupture nette avec la séquence précédente. Elle aurait dû conduire, tout particulièrement à la LCR, à des réajustements stratégiques en conséquence. D'autant que l'échec du mouvement du printemps dernier l'amplifiera considérablement. Car, cette fois, la logique de 1995 est remise en cause non seulement par ses effets induits, mais en son fondement même : le constat est fait qu'un mouvement social ne peut, à lui seul, enrayer le rouleau compresseur libéral. Le passage en force du gouvernement Raffarin sur les retraites, au prix d'un affrontement avec les syndicats pleinement assumé et de longue date planifié, témoigne d'une logique d'aiguïsement (je dirai même d'extension si on tient compte de la multiplication d'autres « fronts ») des contradictions de classes dans la société française. La question, tout à fait décisive, de la

responsabilité des centrales syndicales, avant tout celle de la CGT, ne change rien au constat portant sur les limites de ladite « autonomie du mouvement social ». Il est d'ailleurs significatif que, malgré le peu d'enthousiasme, pour le moins, que suscite l'orientation de sa direction, la CGT sort malgré tout renforcée de ce mouvement. Mouvement qui a aussi marqué les limites, pour ne pas dire l'impuissance, des secteurs syndicaux dont la croissance fut considérée comme l'expression avancée de la dynamique de la séquence précédente, (essentiellement SUD). Ce qui est à l'ordre du jour désormais, c'est à la fois le débat stratégique au sein du mouvement syndical et la réoccupation du terrain politique. Et le seul moyen de la faire avancer concrètement, dans la situation donnée, c'était de reconstruire électoralement une opposition au gouvernement actuel et de neutraliser le poids de (et la tentation d'un recours possible vers) l'extrême droite.

À partir de là, la logique du tournant politique tel qu'il s'est exprimé dans les régionales était en place et le terme de « vote utile » semble inadéquat pour la désigner. Il ne s'agit pas tant, en effet, d'un électorat « modéré » ou « centriste », flottant, hésitant jusqu'au bout et optant finalement pour un « grand parti ». Mais plutôt d'une mobilisation de larges secteurs populaires, et tout particulièrement de ceux qui ont été en première ligne dans les luttes récentes. Des secteurs qui se tournent vers la gauche institutionnelle pour lui dire « nous savons ce que vous avez fait quand vous étiez au gouvernement, nous avons peu d'illusions, mais maintenant, même si vous n'êtes pas très partants, il vous faut jouer votre rôle d'opposition ».

Quelques priorités pour une intervention politique

Face à la situation nouvelle créée par le double choc des années 2002-2003, l'erreur fondamentale de la démarche LCR/LO était de poursuivre sur la lancée de la séquence antipolitique 1995-2002 et de croire que, sans initiative politique spécifique, un boulevard était ouvert pour l'affirmation d'un pôle électoral « à gauche de la gauche ». Pour LO, organisation foncièrement antipolitique, ce n'est guère surprenant. Pour la Ligue, cela l'est davantage et il faut énumérer rapidement les principaux points de blocage, en gardant à l'esprit que ceux-ci traversent largement les deux organisations, et qu'il convient de ce fait d'éviter de les mettre sur le compte de l'alliance en tant que telle :

- 1) Tout d'abord, une conception des campagnes électorales, et d'une manière générale, de l'intervention militante de l'organisation même en dehors des périodes d'élections, en termes de « super-syndicalisme », de listings des revendications des mouvements récents et en cours. Circonstance aggravante, aux régionales c'est la version LO, ouvriériste et réductrice, qui l'a emporté, mais les choses ne seraient pas, me semble-t-il, fondamentalement différentes

avec la version LCR, plus « mouvementiste » et « ouverte », mais politiquement tout aussi faible.

- 2) Un abandon du terrain des réalignements et différenciations politiques au sein du mouvement ouvrier organisé. Traditionnel pour LO, cet « indifférentisme politique » a été superficiellement rationalisé par la Ligue en termes de changement de nature de la social-démocratie (qui ne serait plus une composante du mouvement ouvrier) et de disparition quasi-achevée des PC. Dans cette logique, qui consiste à prendre ses désirs pour des réalités, le sentiment a été donné que, d'une certaine façon, avec la domination du social-libéralisme, le terrain était désormais libre pour l'extrême gauche, peut-être même à l'échelle européenne. Ce genre de propos m'a toujours paru fantastique quand on réfléchit, fût-ce brièvement, à la disproportion des forces en présence et à l'ancrage social (notamment dans les secteurs organisés du monde du travail) de courants dont les effectifs se comptent, en Europe, par millions ou par centaines de milliers de militants.
- 3) Pour couronner cet indifférentisme politique, la position sur le second tour est venue à point nommé pour faciliter le tournant vers la gauche gouvernementale de larges secteurs populaires, et la tâche de la direction de ces partis. Il n'était même plus nécessaire de réactiver le traumatisme du 21 avril, chaque déclaration à ce sujet des responsables LO/LCR le faisait d'elle-même.

Pour conclure, je voudrais soulever quelques pistes concernant la construction d'une nouvelle force politique « à gauche de la gauche ». Elles visent à l'exigence de (re)faire de la politique au sens plein du terme, c'est à dire de reconstruire les conditions d'une intervention anticapitaliste et internationaliste dans les conditions actuelles. La démarche repose sur une certaine idée de la politique comme capacité d'initiative s'emparant des contradictions d'une situation pour en saisir les rapports internes, pour lier chaque point, chaque ligne de fracture avec les clivages décisifs qui structurent l'ensemble de la conjoncture à un moment donné. Ce n'est qu'à cette condition qu'il est à mon sens possible de construire une perspective qui puisse disputer à la gauche gouvernementale l'hégémonie sur les secteurs populaires politisés et construire un type de conscience et de pratique politiques qualitativement différent au lieu d'essayer de surfer sur telle ou telle tendance de l'opinion.

Trois priorités me semblent s'imposer en ce sens :

- Tout d'abord se remettre à un travail d'élaboration d'objectifs transitoires capables de relier et donner une perspective d'ensemble aux revendications fragmentées mais bien entendu essentielles des mobilisations sociales. Rompre donc avec une vision étroite, corporatiste, de l'affrontement de classe et s'emparer de ces questions, en les reliant à d'autres. En montrant par exemple

comment les mesures gouvernementales sur les retraites, la décentralisation, la sécurité sociale, l'école et les lois sécuritaires sont profondément solidaires les unes des autres. Et en proposant en conséquence des objectifs, certes hiérarchisés et limités en nombre, mais qui pointent vers la totalité du champ de l'affrontement et visent à sa généralisation maximale.

- Se reconnecter avec le terrain des différenciations politiques au sein du mouvement ouvrier, politique et syndical. Pour des raisons de place, je me limiterai à un seul point. Il me semble qu'aujourd'hui, au niveau politique, le « maillon faible » à gauche est le PCF, tandis qu'au niveau syndical, la CGT s'affirme comme le lieu décisif (mais non le seul bien entendu) d'une possible réorientation stratégique. Concernant le PCF, il importe de bien mesurer les difficultés, car il est vrai que la malédiction du communisme français est toujours active. Malédiction qui veut que, d'une part, les courants les plus classistes et combatifs soient aussi les plus « traditionnalistes », et parfois rétifs à un travail commun avec d'autres courants radicaux, et que, de l'autre, les courants les plus « ouverts » et « antistalinien » soient des courants modernistes et droitiers, en réalité de type social-démocrate, à l'instar de l'actuel courant fondateur. L'urgence en la matière consisterait à formuler des hypothèses de travail qui tiennent compte de la réalité de ce parti tel qu'il est, sans *a priori* et sans reconduire des clivages qui ne sont plus opératoires après l'effondrement de l'URSS. Il faut bien voir, par exemple, que, quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir sur leurs porte-parole ou sur certaines de leurs pratiques, les forces militantes du parti qui réclamaient une vraie rupture avec la « gauche plurielle » et le discours lénifiant de la direction sur les questions de la guerre, de la politique américaine ou du Proche-Orient, se sont exprimées sur les plate-formes de la fédération du Pas-de-Calais ou de Nicolas Marchand et qu'elles ont rassemblé 45 % des voix des militants au dernier congrès. Remarquons également que, contrairement à l'image véhiculée par les médias et la direction du parti, le PCF a obtenu, aux régionales, ses meilleurs résultats dans les régions où précisément ses forces sont prédominantes. Il convient aussi de se demander comment la LCR est perçue par les forces en question, compte tenu du fait que, suite aux pratiques de sa minorité et à l'abstention pratiquée par sa direction, elle apparaît de fait comme entretenant des liens privilégiés avec les « fondateurs ». Disons plus exactement, pour changer d'angle de vue, que les rapports avec la LCR sont une sorte de « carte » entre les mains de ce courant, et au service des divers scénarii de « recomposition » qu'il agite par moments. Néanmoins, on peut penser que, ne serait-ce que pour des raisons historiques, la LCR devrait se préoccuper de savoir si elle est toujours perçue par des militants communistes rejetant les dérives droitistes de leur direction comme un courant située à gau-

Stéphane Rozès

Maître de conférences à Sciences Po Paris

Penser la radicalité de la période

Le nouveau cours du capitalisme et la chute du mur de Berlin posent des problèmes

objectifs identiques à la « roche communiste », à ceux qui pensent la question de la transformation sociale, comme à ceux qui estiment que, dans le cours actuel des choses, c'est la « question démocratique » qui est à terme en jeu¹. Or au sein de « la gauche radicale », sur laquelle *ContreTemps* ouvre le débat, pour des raisons générationnelles, théoriques et d'opportunité, les anciennes grilles de lecture politiques (comme la géographie sur les « deux gauches ») demeurent et contournent la nouveauté « radicale » de la période.

Cette esquivance aura ainsi entraîné pour une organisation comme la LCR des contradictions entre, d'une part, des alliances et des batailles électorales avec LO, dans le renvoi dos à dos de la droite et de la gauche politiques, et, d'autre part, les activités de ses militants dans les mouvements sociaux. Entre, d'un côté, l'instrumentalisation électorale de la LCR et de LO de la part des électeurs, « bon an, mal an », et, d'un autre côté, le différenciement propre à la construction politique d'une nouvelle organisation ou à une recomposition. Enfin entre le profil politico-culturel des nouveaux jeunes militants qui rejoignent la LCR et le logiciel trotskiste de sa direction politique. Les prises de position d'Olivier Besancenot indiquant qu'il est « révolutionnaire pour qu'il y ait de vraies réformes » sont de ce point de vue révélatrices.

Il y a sans doute là une dialectique semi-consciente de la part de « la gauche radicale » engagée dans la bataille électorale, pour à la fois peser et gagner du temps. Mais la tentation est grande dans une tradition avant-gardiste de rabattre l'analyse de la période sur les scores électoraux de l'extrême gauche au risque d'un tête-à-queue interprétatif. L'après-élections régionales ouvre bien une nouvelle séquence politique, mais dans le pays, les rapports de forces idéologiques demeurent et les contradictions institutionnelles s'approfondissent.

Pour rendre compte d'illusions électorales, d'esquives politiques et arriver aux enjeux stratégiques, on peut partir de l'analyse des scores électoraux de l'extrême gauche et remonter à l'analyse historique. Cette dernière doit éclairer – et non lisser – la « radicalité » : la « racine » de la période actuelle. Cela

che de celle-ci. Il n'y a sans doute pas de solution magique au problème, mais il paraît clair que la LCR ne peut se permettre de continuer à regarder en spectatrice ce qui se passe au sein et autour du PCF, et qu'une telle erreur peut lui coûter assez cher.

- Enfin, il y a la question qui, pour user de ce terme un peu jargonnant, « surdétermine » le reste, celle qui consiste à savoir ce qui se passe aujourd'hui au niveau mondial. Dans un pays comme la France, à côté de l'affrontement de classe, la question des formes de domination à l'échelle planétaire, bref la question des guerres, de l'exploitation des nations de la périphérie, et, aujourd'hui, très concrètement, des formes de l'hégémonie, particulièrement brutale et sanguinaire des États-Unis ont toujours été et demeurent des questions décisives pour les forces de la gauche radicale, un des axes majeurs qui l'ont dès l'origine différenciée de la social-démocratie. L'une des raisons (même si ce n'est pas la seule) de la faiblesse politique du mouvement anti-guerre en France, et en tout cas de l'investissement relativement secondaire de l'extrême gauche sur ce terrain, est sans doute à chercher dans la prégnance du cours antipolitique désigné auparavant. Or les questions dites « internationales », celle de l'occupation de l'Irak, de la Palestine ou des menées des États-Unis en Amérique latine pour n'en mentionner que quelques unes, ne sont pourtant pas des questions « extérieures » à la lutte politique immédiate, bien au contraire. À titre indicatif, le consensus sur la nécessité de la soi-disant « lutte contre le terrorisme », seuls les moyens pouvant faire l'objet d'un débat (entre « Américains » et « Européens » par exemple), est l'un des points forts de l'ordre mondial impérialiste actuel, et cela à l'intérieur même de chaque société, sous des formes bien sûr différenciées. Aujourd'hui même, et nous le voyons dans les mobilisations contre la guerre, dans les forums et dans d'autres mouvements, c'est bien la formation d'une nouvelle pratique de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme qui est en jeu.

La conjonction de cet internationalisme et du point de vue politique de classe, de la résistance populaire en Irak et en Palestine, au Venezuela ou en Colombie, avec les luttes sociales en Europe, dans nos quartiers et lieux de travail, voilà, peut-être, un chemin à explorer pour une gauche qui entend prendre au sérieux sa tâche de renverser l'ordre existant, pour en construire un autre.

1 Cf. Eustache Kouvélakis, « Quelques hypothèses sur une défaite (pas seulement) électorale », in *Carré rouge*, n° 29, mars 2004.